

Jean-Louis Bianco, d'abord président du Conseil général

Il s'est exprimé, hier à Digne, sur les grands dossiers de la rentrée PROVENCE
10/09/10

Très sollicité par les médias nationaux après l'annonce de son éventuelle candidature aux primaires socialistes et la sortie de son livre "Et si j'étais président..." paru chez Albin Michel. Très préoccupé par les débats nationaux, notamment sur les retraites, Jean-Louis Bianco n'en oublie pas pour autant sa fonction majeure, celle de président du conseil général des Alpes-de-Haute-Provence et encore moins les problématiques et les enjeux du département.

LA PRISON

La fermeture de la prison de Digne menace "directement ou indirectement une centaine d'emplois", explique M. Bianco qui, hier matin, est allé la visiter avant d'aller, mardi, "redire à Madame le ministre quel est l'état actuel de la prison". Puisque, "sur le plan tactique, il est convaincu, qu'il ne faut pas commencer par renoncer. Pour l'instant, l'heure n'est pas au plan B, elle est au plan A c'est-à-dire défendre la prison".

LE DÉSENCLAVEMENT

Concernant les infrastructures routières, il est temps, par contre, de passer au "fameux plan B du préfet, regrette-t-il. On aurait pu le faire il y a deux ou trois ans. Encore faut-il étudier sérieusement la question. Il y a quand même quelques difficultés". Dont la question du financement sur laquelle il reste réservé. "Quand nous n'étions pas aussi étranglés financièrement, le Conseil général avait indiqué qu'il était prêt à envisager un financement de l'amélioration de la nationale. Je verrais quelles sont les conditions possibles. Je pense qu'il faudra sans doute que nous le décidions malgré toutes nos difficultés. Mais avec quel budget? Je n'en sais rien".

LA RÉA

Des doutes, Jean-Louis Bianco



Jean-Louis Bianco, président du conseil général et député des Alpes-de-Haute-Provence s'est exprimé sur les sujets majeurs de la rentrée politique, hier à Digne.

/ PHOTO STÉPHANE DUCLE

co en a également à propos de l'installation d'un service de réanimation à l'hôpital de Manosque.

"Nous sommes toujours à un point où il n'y a pas de vraie réponse à la demande de Réa sur Manosque, indique-t-il. Mais au-delà de la Réa, ce qui me préoccupe, c'est la situation de l'ensemble des hôpitaux. Il est hors de question pour moi de déshabiller Digne pour habiller Manosque. Nous nous battons sur les deux fronts".

LA POSTE

Le retrait de La Poste, dans plusieurs communes du département "est une préoccupation pour beaucoup d'élus et d'usagers, explique-t-il. Concernant Thoard, j'ai écrit au directeur, je n'ai pas de réponse. Mais je le relancerai".

LA RÉFORME DES COLLECTIVITÉS

Toujours très critique à l'égard de la réforme des collectivités territoriales, le président du conseil général juge que, sur ce projet, "la volonté [du gouvernement] est d'affaiblir les collectivités locales. Ce n'est pas de simplifier, ce n'est pas de réformer. On risque d'avoir des regroupements de communautés de communes forcés".

Une démarche qui n'est bien entendue pas du goût de M. Bianco, "extraordinairement heureux dans les Alpes-de-Haute-Provence" et attaché à sa fonction locale. D'ailleurs, si en raison d'une décision du parti socialiste ou d'une loi sur le cumul des mandats, il devait choisir, sa "préférence serait de rester président du conseil général".

Jessica CHAINE

En bref...

Sur la manifestation contre les retraites: "Elle a été un succès. Et le gouvernement n'a répondu que par des mesurées".

Sur les Roms: "Je trouve scandaleux d'en faire des boucs émissaires. On est en train de fabriquer une société malsaine".

Sur les déclarations du maire de Digne, qui ne le soutiendra pas s'il se présente aux primaires: "Ça me fait ni chaud ni froid".

Sur les problèmes entre organisations syndicales, au 42, bd Victor-Hugo, propriété du Département: "Je vais rencontrer Stéphane Gavelle aujourd'hui et nous allons en parler".